

Roubaix, le 16 Mars 2009

A

Monsieur Laurent DEGOS
Président du Collège de la HAS

Monsieur François Romaneix
Directeur de la Haute Autorité de Santé

Monsieur M. Christian Vigouroux,
Président du groupe
déontologie et indépendance
Haute Autorité de Santé

2, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis La Plaine Cedex

Objet : Retrait des recommandations professionnelles
sur la maladie d'Alzheimer et le diabète de type 2

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur, Monsieur le Président,

L'association loi 1901 *Formindep* regroupe des citoyens, usagers et professionnels du système de santé, oeuvrant pour une formation et une information médicales indépendantes dans le seul intérêt des patients et des soignants.

<http://formindep.org/spip.php?rubrique2>

Parmi ses missions, la Haute autorité de santé a la responsabilité d'établir des recommandations professionnelles dont l'élaboration doit respecter des procédures garantissant la transparence et l'indépendance vis-à-vis d'intérêts autres que ceux des patients. L'ANAES a élaboré en 1999 un guide méthodologique intitulé « *les recommandations pour la pratique clinique : base méthodologique pour leur réalisation en France* » et, en 2007, vous avez publié un « *guide des déclarations d'intérêts et de prévention des conflits* ».

Ces deux documents précisent en particulier :

- qu'une déclaration publique d'intérêts est obligatoire pour les salariés, membre de commissions et experts sollicités par la HAS
- que la présidence des comités d'organisation et des groupes de travail chargés de l'élaboration des recommandations ne peut être confiée à des professionnels ayant des liens d'intérêts majeurs avec les firmes commercialisant des produits de santé concernés par la recommandation.

A la lumière de ces procédures et des normes internationales actuelles, le *Formindep* a analysé deux recommandations professionnelles de la HAS : « *Prise en charge de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées* » de mars 2008 et « *Traitement médicamenteux du diabète de type II* » de novembre 2006. Il apparaît que les procédures de gestion des conflits d'intérêts que vous avez vous-mêmes instaurées ne sont pas respectées, alors que ces procédures restent largement en deçà des normes internationales actuelles de gestion de la transparence.

Ainsi, pour ces deux recommandations, les présidents des groupes de travail présentent des liens d'intérêts permanents forts avec les firmes commercialisant des produits de santé concernés par les recommandations. Selon vos propres critères, la présidence de ces groupes n'aurait pas dû leur être confiée. De plus pour un grand nombre de membres du comité d'organisation et du groupe de travail, les déclarations publiques d'intérêts ne sont pas accessibles. Vous trouverez sur notre site le détail de cette analyse <http://formindep.org/Des-recommandations> .

Les enjeux d'une rigoureuse gestion des conflits d'intérêts ne sont plus discutés. Ils sont majeurs tant pour la qualité des soins que pour leurs coûts. Nous les rappelons sur notre site. Leur dimension éthique et déontologique a été précisée par vous-même, Monsieur le Président Degos, en avril 2007, et nous ne pouvons qu'y souscrire :

« L'indépendance et l'impartialité constituent des principes fondamentaux qui s'imposent de façon générale à l'action de toute personne dépositaire de l'autorité

publique ou chargée d'une mission de service public. Le statut d'Autorité Publique Indépendante de la HAS, son caractère scientifique et l'importance des enjeux tant humains que financiers qui s'attachent à ses décisions, avis et recommandations impliquent que ces principes y soient mis en oeuvre dans des conditions particulièrement exigeantes et qu'ils s'appliquent, au-delà des membres du Collège et des agents permanents, à l'ensemble des experts et collaborateurs externes : la légitimité et le crédit des travaux de la HAS en dépendent pour une large part. »

C'est effectivement la crédibilité et la légitimité de vos travaux et de la HAS qui sont en jeu, alors que nombre de vos recommandations se veulent être des références, en particulier pour la prise en charge des assurés sociaux.

C'est pourquoi le *Formindep* demande à la HAS de retirer ces deux recommandations en attendant que soient mises en place et appliquées rapidement des mesures réelles et efficaces, et pas seulement de façade, de gestion des conflits d'intérêts des experts que vous sollicitez.

Ne doutant pas de l'importance que vous accorderez à notre demande, dans l'attente de votre réponse, et vous assurant de notre vigilance sur cette question fondamentale, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur, Monsieur le Président, l'assurance de nos salutations les plus indépendantes.

Pour le *Formindep*,

Docteur Philippe MASQUELIER
Vice-Président du *Formindep*